



Communiqué de presse

Observatoire sur l'égalité des chances : comment est-elle perçue ?

Des données recueillies au sein de 27 pays de l'OCDE permettent de mieux comprendre les attentes des citoyens en termes de promotion d'égalité des chances. Elles donnent également des indications sur le rôle attendu des institutions et acteurs économiques pour que chacun dispose des mêmes chances de réussir dans la vie.

Paris, 28 novembre 2023 – Depuis de nombreuses années, les inégalités constituent un défi majeur pour la société. Plus récemment, le COVID a propulsé ce sujet sur le devant de la scène. Avec le soutien d'Amundi, l'OCDE publie une série d'études et de conclusions sur l'égalité des chances, publications qui font partie d'un travail de recherche plus large mené par l'OCDE et intitulé [Risk that Matter Survey 2022](#). Les études détaillent l'importance que les individus accordent aux différents aspects des inégalités : la place du travail, des efforts et des facteurs indépendants de la volonté des individus qui façonnent les inégalités des chances. Elles donnent également des indications sur le rôle que les différents acteurs et institutions peuvent jouer dans la réduction des inégalités et le type de politiques et d'actions à privilégier.

Jean-Jacques Barbéris, Directeur du pôle Clients Institutionnels et Corporate & ESG chez Amundi: « *Les données recueillies par l'OCDE avec le soutien d'Amundi dans 27 pays de l'OCDE révèlent l'inquiétude généralisée des populations concernant le niveau actuel des inégalités économiques et le manque d'opportunités pour progresser dans la société. Le plus grand défi est devant nous, car la majorité des personnes interrogées appelle à davantage d'actions collectives pour réduire ces inégalités et garantir l'égalité des chances. Les répondants ont également donné leur point de vue sur la manière dont nous pourrions résoudre ces problèmes, en appelant des actions de la part du secteur privé* ».

Romina Boarini, Directrice du Centre de l'OCDE sur le bien-être, l'inclusion, la durabilité et l'égalité des chances : « *Grâce au soutien d'Amundi, nous avons pu recueillir de nouvelles données sur les perceptions de l'égalité par les citoyens, contribuant ainsi à combler les lacunes en matière de preuves sur des questions qui sont au cœur du débat public dans de nombreux pays de l'OCDE. Par exemple, nos données ont montré que les secteurs public et privé, ainsi que la société civile et les individus, sont considérés comme ayant un rôle à jouer dans la lutte contre les inégalités et le manque d'opportunités. Les préoccupations relatives aux inégalités se traduisent également par un soutien à un large éventail d'options et de mesures politiques différentes, allant bien au-delà des impôts et des transferts sociaux.* »

Les principales conclusions sur les "[perceptions de l'égalité des chances](#)" publiées aujourd'hui par le Centre de l'OCDE sont présentées dans trois notes de synthèse :

Travailler dur, privilège ou chance : le point de vue des populations sur ce qui compte pour avancer dans la vie

Principaux résultats :

- En moyenne, **deux personnes sur trois** interrogées pensent qu'il faut faire **davantage** pour **promouvoir l'égalité** des chances
- La **majorité des personnes interrogées** (environ 60%) estiment que **le travail est essentiel** ou très important pour **déterminer la position sociale** d'une personne, mais la plupart reconnaissent que ce n'est pas le seul facteur de réussite
- Jusqu'à **43% des personnes interrogées** pensent que des **facteurs indépendants de la volonté**, tels que le pays de naissance ou le fait d'avoir des parents instruits, sont des **facteurs déterminants de la réussite**
- Les facteurs qui ne sont pas du ressort des individus sont considérés comme jouant un rôle plus importants dans les résultats négatifs que dans les résultats positifs.
- Les personnes qui **valorisent de travailler dur acceptent les disparités de revenus** car elles considèrent qu'elles varient en fonction des efforts fournis.

Travailler main dans la main : le point de vue des populations sur le rôle des différents acteurs dans la lutte contre les inégalités.

Principaux résultats :

- Près de **70% des personnes** interrogées sont **préoccupées** par le niveau actuel des **inégalités économiques dans la société** et remettent en **question la répartition des ressources**. Les disparités ne sont pas seulement économiques. Elles vont bien au-delà des revenus et affectent toutes les sphères de la vie des individus, comme le pouvoir politique des citoyens, la représentation, l'éducation, etc.
- Pour une **grande majorité de répondants** (70%), la **responsabilité** de la réduction des **inégalités économiques incombe à de multiples acteurs**.
- Des clivages clairs apparaissent en fonction de l'âge : **les répondants jeunes** sont plus enclins à **soutenir** les actions des **gouvernements locaux, des ONG et de leurs concitoyens**. Les répondants **plus âgés** (54 ans et plus) ont tendance à **favoriser** davantage l'implication du **secteur privé et des personnes fortunées** dans la lutte contre les disparités économiques.

Le point de vue des populations sur ce qui devrait être fait pour lutter contre les inégalités

- Les personnes interrogées se montrent très **favorables aux politiques axées sur l'égalité des chances** :
 - 46 % sont favorables à des initiatives pour améliorer l'accès à l'éducation
 - 52 % soutiennent le relèvement du niveau de salaire minimum.
- **Les mesures de redistribution** telles que l'imposition des revenus les plus élevés ou l'élargissement des prestations aux bas revenus sont **approuvées par moins de 40 %** des répondants.
- L'action du **secteur privé est perçue comme un levier essentiel** :
 - Deux tiers des personnes interrogées pensent que le secteur privé peut jouer un rôle significatif dans la réduction des inégalités de revenus en offrant des salaires de meilleurs salaires aux employés les moins bien rémunérés.
 - Plus de 40% des répondants pensent que le secteur privé devrait également s'attaquer aux disparités salariales.
- Les **préférences** en matière de **mesures politiques varient** en fonction du **niveau d'inégalité et des capacités de progresser** au sein des pays.
 - Dans les contextes d'inégalité élevée, les répondants donnent la priorité aux politiques ciblant les ménages à faible revenu.
 - Dans les pays où les progressions intergénérationnelles sont limitées, les répondants penchent pour des mesures ciblant les plus hauts revenus, comme l'augmentation de l'impôt sur le revenu
- **Le revenu et l'âge influencent de manière significative les préférences.**

- Les personnes interrogées les plus riches ont tendance à donner la priorité aux politiques renforçant l'égalité des chances, tandis que le soutien aux initiatives de redistribution sont moins soutenus à mesure que les revenus augmentent.
- En vieillissant, les répondants soutiennent davantage les mesures axées sur la mise en concurrence des marchés et l'augmentation de l'impôt sur les revenus les plus élevés.

A propos de l'enquête de l'OCDE :

De nouvelles données recueillies dans 27 pays de l'OCDE (Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Corée, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Lettonie, Lituanie, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Turquie, Royaume-Uni, Slovénie, Suisse) par le biais d'un module inclus dans l'étude OCDE « Risk that Matter Survey 2022 » sur les opportunités inclus dans l'Enquête de l'OCDE sur les risques qui comptent 2022 (<http://oe.cd/rtm>) donnent un aperçu de l'attitude des individus à l'égard de l'égalité des chances et des facteurs qu'ils considèrent comme importants pour progresser dans la vie. Dans un contexte où les mégatendances telles que la numérisation, l'automatisation, le changement démographique ou la transition verte se heurtent à une inflation élevée et à des tensions économiques, la croyance en la mobilité sociale et l'importance du travail dans la vie des individus sont centrales.

A propos d'Amundi :

Premier gérant d'actifs européen parmi les 10 premiers acteurs mondiaux¹, Amundi propose à ses 100 millions de clients - particuliers, institutionnels et entreprises - une gamme complète de solutions d'épargne et d'investissement en gestion active et passive, en actifs traditionnels ou réels. Cette offre est enrichie de services et d'outils technologiques qui permettent de couvrir toute la chaîne de valeur de l'épargne. Filiale du groupe Crédit Agricole, Amundi est cotée en Bourse et gère aujourd'hui plus de 1 950 milliards d'euros d'encours².

Ses six plateformes de gestion internationales³, sa capacité de recherche financière et extra-financière, ainsi que son engagement de longue date dans l'investissement responsable en font un acteur de référence dans le paysage de la gestion d'actifs.

Les clients d'Amundi bénéficient de l'expertise et des conseils de 5 400 professionnels dans 35 pays.

Amundi, un partenaire de confiance qui agit chaque jour dans l'intérêt de ses clients et de la société.

www.amundi.com   

Press Contact:

Amundi

Aude HUMANN

Tel: +33 (0)6 71 32 12 57

aude.humann@amundi.com

OECD

Martine ZAIDA

Tel : +(33)1 45 24 19 19

martine.zaida@oecd.org

Guillaume COHEN

Tel: +(33-1) 45 24 85 68

guillaume.cohen@oecd.org

Il s'agit d'une communication marketing.

¹ Source : IPE « Top 500 Asset Managers » publié en juin 2023 sur la base des encours sous gestion au 31/12/2022

² Données Amundi au 30/09/2023

³ Boston, Dublin, Londres, Milan, Paris et Tokyo